

mise en place du dispositif de guerre

Un mois aura suffi pour mesurer la réalisation de ce que soulignait l'éditorial de notre dernier numéro : l'accélération des préparatifs de guerre impérialiste par Eisenhower.

F. Dulles vole pour imposer l'armée européenne et Eisenhower a décidé la déneutralisation de Formose.

Ces deux événements constituent une mise en place délibérée de l'appareil permettant l'extension de la guerre à toute l'Asie et même au monde. Il ne faut pas se leurrer sur les résistances des parlements ou des tribunaux constitutionnels. Sous une forme ou sous une autre le grand capital d'Europe aidera celui des U.S.A. à mettre debout sur notre continent un appareil militaire. Car s'il sait que les U.S.A. lui prendront beaucoup, le grand capital d'Europe sait aussi que la victoire de la Révolution lui prendra tout. Devant ce danger les bourgeois finiront en rechignant plus ou moins par s'aligner sur les plans américains.

Il serait assez léger de ne voir que le résultat immédiat de la déneutralisation de Formose. Une grande partie de la presse insiste sur le fait que Tchang Kai Chek ne peut rien entreprendre militairement, que la déclaration d'Eisenhower est surtout destinée à satisfaire les plus excités des parlementaires et des généraux américains qu'elle a surtout un rôle diplomatique. Ce qu'il y a de vrai dans ces arguments sert à camoufler le plus important. En mettant en place un dispositif qui permet au sanglant dictateur chinois d'attaquer la Chine révolutionnaire avec la permission et même l'appui de la flotte et de l'aviation américaines, alors que celles-ci continueront à le protéger contre des représailles de la part de l'armée populaire chinoise, Eisenhower a construit une machine à provocation idéale. Le jour où il le jugera utile un commando débarquera sur le continent et toute défense contre lui sera proclamée attaque contre les navires et les lignes de communications américaine. Peu importe que l'armée de Tchang soit pourrie et incapable de se battre sérieusement; ce qui compte c'est que, grâce à elle, Eisenhower a sous la main le bon motif pour ouvrir les hostilités contre la révolution chinoise. Cela ne signifie pas qu'il l'utilisera demain matin, mais qu'il pourra en avoir besoin dans un temps pas trop lointain. Il ne songe pas à arrêter la guerre de Corée par un chantage, il organise l'extension de la guerre à l'Asie et au monde.

Si Eisenhower active la constitution de l'armée contre révolutionnaire européenne et place son dispositif asiatique de provocation, c'est qu'il s'oriente sur l'idée que l'activité des affaires que provoquent l'économie d'armement et le budget de guerre finira par s'épuiser avant très longtemps.

Le jour où une grave crise économique menacerait les U.S.A. il veut avoir les moyens militaires les plus grands possibles et le prétexte à la guerre pour déclencher celle-ci, au moins en Asie. Car la crise économique mettrait en question la base sur laquelle il peut s'appuyer pour essayer d'arrêter la marche de la révolution dans le monde : la stabilité sociale aux U.S.A. même. Si elle se trouvait ébranlée, il faudrait quelques années pour la reconstituer, permettant à la révolution de s'étendre encore plus en Asie, en Afrique, en Amérique latine et aussi en Europe pendant qu'en même temps l'U.R.S.S. et la Chine continueraient à développer à toute allure leurs moyens de production et de défense.

Si Eisenhower va si vite, c'est moins pour satisfaire certaines promesses électorales que parce qu'il sait que le temps est assez court qui le sépare du moment où il devra tenter d'écraser la révolution mondiale par la guerre.

Mais il est très peu probable que le capitalisme américain réussisse à briser les 8/10 de la population du globe en révolte. Et ceci d'autant moins que nous nous préparons plus activement à la révolution.

Jacques PRIVAS.

Tous les après-midi :

Permanence de
"La Vérité des Travailleurs"

64, rue de Richelieu

(Bureau 10)

(Ric. 03-52 et la suite). Métro : Bourse.

LA VÉRITÉ

DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE

SECTION FRANÇAISE DE LA 4^e INTERNATIONALE

PCF et PS ont voté ensemble contre le gouvernement Mayer doivent appeler ensemble les travailleurs à s'unir contre lui

Le gouvernement a une fois de plus interdit une manifestation de rue pour la commémoration des journées antifascistes de février 1934. Cette mesure s'inscrit dans le cours toujours plus à droite de la bourgeoisie française. En 1934, malgré sa faiblesse, la bourgeoisie profitait de la montée générale du fascisme en Europe, et tentait un coup de force ouvert contre la classe ouvrière et le régime démocratique.

Aujourd'hui, ce n'est plus le fascisme qui domine la situation, mais la montée révolutionnaire dans le monde, mettant en danger l'existence même du régime capitaliste. Ce qu'elle ne peut faire par une attaque frontale, la bourgeoisie veut le réaliser à froid, insidieusement, de l'intérieur du parlement et du gouvernement.

Même si Mayer est obligé de lâcher un Boutemy, par trop marqué, il ne lâche pas pour autant ses projets de lois-cadres, la répression contre les dirigeants de la G.G.T. et de l'U.J.R.F., la révision de la Constitution, sans parler de la politique atlantique, de la guerre au Vietnam et la répression en Afrique du Nord.

Pourquoi cela peut-il se faire ? Le gouvernement de la grande bourgeoisie joue sur la division ouvrière pour tenter de museler la classe ouvrière en s'attaquant aux directions du P.C., de la C.G.T., de l'U.J.R.F.; demain aux autres organisations ouvrières, et à tous les opposants au régime.

Seule l'unité de classe peut renverser une telle situation. Le désir d'unité est grand et chaque travailleur pense pour lui-même qu'il faudrait que cette unité

revienne comme en février 34, comme en juin 36.

Le comité directeur du P.S. est obligé de composer avec le mécontentement des masses s'il ne veut pas par trop se couper d'une base électorale importante pour son avenir au parlement.

L'opposition socialiste n'a pas d'autre but essentiel; sa limite est aussitôt donnée par des actes comme le vote du budget militaire.

On ne peut attendre des propositions d'unité d'action de la part des Molet et consorts et c'est pourquoi la réalisation du Front unique dépend essentiellement de la politique du Parti Communiste.

A présent, il y a des votes communs des députés communistes et socialistes sur certaines questions et des votes communs des députés socialistes et bourgeois sur d'autres questions.

Le P.C.F. devrait s'appuyer avant tout sur les votes communs avec les socialistes pour faire des propositions. Or jusqu'ici c'est la dénonciation des votes des socialistes avec les partis bourgeois qui est la dominante de la propagande du P.C.F., pour appeler les ouvriers socialistes à rompre en fait avec leur parti.

Dans des lettres publiées par l'« Humanité » le 7 février, M. Thorez, posant le problème du dialogue avec les militants socialistes rappelle les thèses sur le Front unique adoptées par l'Internationale communiste en 1922. Mais que précisait en particulier ces thèses :

« Quelles que soient les trahisons de la C.G.T. réformiste que dirigent Jouhaux et Consorts, les communistes et avec eux tous les éléments révolutionnaires de la classe ouvrière française se verront forcés de proposer aux réformistes avant toute grève générale, avant toute manifestation révolutionnaire, avant toute action de masses, de s'associer à cette action et sitôt que les réformistes s'y seront refusés, de les démasquer dans la classe ouvrière. La conquête des masses ouvrières apolitiques nous sera ainsi facilitée ».

Elle est très claire cette conception du Front unique de l'Internationale communiste : il faut proposer des actions communes aux organisations réformistes. Ce n'est pas de cette tactique que s'inspire aujourd'hui la direction du P.C.F., lorsqu'elle s'abstient de le faire et se borne à dénoncer les dirigeants socialistes, sans même les mettre au pied du mur.

La direction socialiste est peu sensible à la volonté des masses; celles-ci peuvent peser bien davantage dans les décisions du P.C.F. C'est à tous les militants communistes d'œuvrer pour que leur direction propulse une politique correcte de Front unique.

C'est la seule possibilité pour reforger l'unité d'action de la classe ouvrière, obstacle aux mesures antiouvrières que développe la bourgeoisie, et permettre d'aboutir à un gouvernement au service des travailleurs, un véritable gouvernement ouvrier, un gouvernement communiste-socialiste.

P. GIRAUD.

Les travailleurs boliviens ripostent au putsch réactionnaire

Le 6 janvier dernier éclatait une tentative de putsch réactionnaire relatée de la façon suivante par un journal de LA PAZ « La Nación » :

A 4 heures du matin les forces où plutôt les chefs de la droite (du Mouvement National — parti du gouvernement) prétextant mensongèrement de l'enlèvement du Président de la République firent leur apparition dans les différents quartiers de la ville et tentèrent de soulever la base du Parti... Un autre groupe s'appretait à prendre en mains la garnison de SU-CKE, mais comme celle-ci avait été avertie, c'est lui qui fut pris...

Les forces populaires qui au début s'étaient laissées surprendre par le mensonge de l'enlèvement de PAZ EXTENS-SORO s'aperçurent aussitôt du stratagème et se précipitèrent place Murillo (où se tint aux premières heures de la matinée un immense meeting où prirent la parole les principaux membres du gouvernement du M.N.R.).

A partir de ce moment les principales catégories de travailleurs du pays, mineurs, ouvriers d'usines, employés, universitaires etc... adoptent des ordres du jour stigmatisant la tentative de la réaction.

Dans leur résolution les mineurs demandent « pour assurer une plus grande stabilité du gouvernement de la révolution nationale une plus forte représentation ouvrière dans le cabinet comme garantie irréfutable d'un appui loyal pour arriver à la réalisation des tâches révolutionnaires ».

La Confédération générale des travailleurs d'industrie de Bolivie décide « de mettre ses membres en alerte et sur pied de guerre pour la défense de leur gouvernement et de ses dirigeants » (ses milices armées sont formées le même jour sous la direction d'un Etat-Major résidant au Ministère du Travail).

Enfin le C.O.B. (Centrale syndicale) organise le 7 une immense manifestation ouvrière dans les rues de LA PAZ. Parmi les 5 organisateurs et dirigeants de cette manifestation se trouve notre camarade Edwin Moller, membre de la direction du P.O.R. (section bolivienne de la IV^e Internationale).

Le 7 janvier la presse publie parmi les résolutions des organisations ouvrières importantes adoptées après la tentative de putsch, celle du Comité Central du P.O.R. qui déclare en particulier :

« que la seule manière de répondre à la conspiration permanente de la réaction est d'approfondir la révolution et de réaliser immédiatement la révolution agraire, la nationalisation des chemins de fer, le monopole du commerce et de placer les usines nationalisées sous le contrôle effectif de l'administration ouvrière ».

« L'armée éduquée et formée par la réaction doit être dissoute immédiatement et les milices ouvrières-paysannes seule sauvegarde de la révolution, doivent être effectivement organisées ».

C'est dans la voie de la réalisation de ces mots d'ordres que la Révolution Bolivienne vaincra et ouvrira la voie à la libération de toute l'Amérique Latine.

S. NORIS.

Dans notre précédent numéro, nous avons publié l'appel du Secrétariat International de la IV^e Internationale pour l'aide au P.O.R., notre section sœur de Bolivie.

Nous avons déjà reçu plusieurs milliers de francs en réponse à cet appel et nous remercions nos souscripteurs. Il faut faire vite. Que chacun se hâte de manifester ainsi sa solidarité envers la révolution bolivienne, avant-garde de la révolution en Amérique latine.

Envoyez les fonds à P. Frank, 10, rue de Lancry, Paris 10^e.

SIMULACRE D'ELECTIONS au Viet-nam

L'impérialisme français continue à subir de cuisants échecs au Viet-Nam. Le Viet-Minh vient de remporter de notables succès dans son offensive pour la libération totale du Tonkin. La presse bourgeoise essaye de revaloriser les actions du colonialisme en faisant beaucoup de bruit autour du débarquement de troupes du corps expéditionnaire à Qui-Nhon, le présentant comme un début de contre-offensive. Mais l'Etat-Major lui-même en annonçant ce débarquement, ne cachait pas son caractère provisoire et le qualifiait d'opération de harcèlement. Cela souligne autant qu'une bataille perdue l'affaiblissement sans cesse grandissant des envahisseurs sur le terrain militaire.

C'est pour masquer cette situation et tenter de faire échec à la popularité sans cesse grandissante du gouvernement Ho-Chi-Minh que le fantôme Bao-Daï fut chargé d'organiser des élections municipales. Etranges élections qui de l'aveu du Monde du 25 janvier n'étaient ouvertes qu'à 10 % de la population. Elles n'avaient lieu en effet, que là où « la sécurité est assurée » et excluaient les femmes, les soldats, et la masse des réfugiés car un temps assez long de résidence était exigé. De plus, le soir du scrutin de nombreuses protestations de divers candidats révélèrent quelques uns des truquages opérés, notamment le transport des urnes par le soin des autorités françaises en dehors de tout contrôle.

Henri VERNIER.

(Suite page 4.)

Réunion des
"AMIS DE LA VERITE DES TRAVAILLEURS"

Vendredi 20 Février 1953

à 20 h. 30

Salle Lancry, 10, rue de Lancry

Le Trotskysme
et l'Europe

par Pierre FRANK

La Vérité des Travailleurs a encore besoin de vous

La campagne pour les 200.000 frs s'est terminée le mois dernier après avoir atteint son objectif. Ceci est une victoire pour notre Parti qui avait vu ses forces diminuées après la scission et qui a pu néanmoins, grâce à la confiance de ses militants et de ses sympathisants en la IV^e Internationale, surmonter toutes les difficultés pour faire que cette campagne soit un succès.

Pour que continue à paraître régulièrement LA VERITE DES TRAVAILLEURS, seul organe du Parti Communiste Internationaliste, section française de la IV^e Internationale, il faut un soutien permanent de tous, même en l'absence de campagne.

LA VERITE DES TRAVAILLEURS n'a que l'argent de ses lecteurs pour vivre. Nous avons besoin qu'elle s'améliore chaque mois et pour cela le moindre soutien nous est indispensable.

Souscrivez ! Abonnez-vous ! Faites abonner !

Envoyez les fonds au C.C.P. CORVIN 6964-96 Paris, 10, rue de Lancry.

SOUSCRIPTION (depuis le 1^{er} janvier)

Liste 114, 510; R. Louis, 1.000; Liste 131, 200; Liste 162, 200; Richard, 5.000; Liste 171, 600; Liste 118, 700; Liste 111, 2.500; Liste 32, 3.710; Collecte Réveillon, 2.500; Un Breton, 600; Liste 221, 2.325; J. Godin, 1.420. — Total: 21.265 francs.

Le numéro de Janvier de

QUATRIEME INTERNATIONALE

est paru

Au sommaire:

Au seuil de 1953. — Etudes sur le XIX^e Congrès du P. C. de l'U. R. S. S. et l'article de Staline. — Articles sur l'Angleterre, l'Allemagne, le procès Slansky, l'affaire Marty-Tillon, les événements du Kenya, etc...

Le numéro : 150 francs

Abonnem. pour 6 numéros: 600 fr.

Défendons les travailleurs vietnamiens

La répression s'accroît contre les travailleurs et étudiants Vietnamiens en France. « L'Association des travailleurs vietnamiens » nous a adressé à ce sujet un communiqué que nous ne pouvons reproduire faute de place.

Nous appelons tous les militants à alerter leurs camarades de travail, leurs organisations aussi contre cet aspect de la répression gouvernementale.

Communiqué

du Secrétariat de la IV^e Internationale

Plusieurs journaux ont fait état, à l'occasion des élections municipales au Vietnam, de la victoire remportée par la liste du candidat « trotskyste » Nguyen-Dan-Thang à Saïgon.

Le Secrétariat International de la IV^e Internationale déclare que le nommé Nguyen-Dan-Thang (surnommé Phan-Tuan-Triet) ayant séjourné en France entre 1939-1948 n'a aucun rapport avec la section vietnamienne de la IV^e Internationale, fondée par Tha-Thu-Thau.

La section vietnamienne de la IV^e Internationale a à plusieurs reprises dénoncé dans sa presse les relations douteuses de cet individu. Exploitant habilement le prestige toujours énorme à Saïgon du leader trotskyste Tha-Thu-Thau, qui a toujours lutté jusqu'à son assassinat en 1945 par les staliniens, pour l'indépendance réelle du Vietnam et l'avènement d'un véritable gouvernement socialiste dans ce pays, ainsi que la clandestinité complète dans laquelle l'impérialisme et le gouvernement de Bao-Daï maintiennent la section vietnamienne de la IV^e Internationale, le nommé Nguyen-Dan-Thang a pu polariser un grand nombre de voix. Ces voix proviennent d'éléments qui voulaient à la fois protester contre l'impérialisme, contre le régime réactionnaire de Bao-Daï et contre les agissements bureaucratiques des staliniens vietnamiens.

Le 30 janvier 1953.

SOFRIM - 17, rue de Clignancourt, Paris.

Le Gérant: M. Mestre.

Une brochure qu'il faut lire:

"LA GUERRE QUI VIENT"

En général le sens des époques des grands bouleversements sociaux est mieux compris à l'échelle historique que par les proches participants. Mais la doctrine et la méthode marxiste nous permettent de ne pas rester aveugles et sourds devant les grands événements qui se déroulent sous nos yeux. C'est là qu'est la contribution apportée par Pablo avec son étude « La Guerre qui vient ».

Dépassant la phraséologie des réactions sentimentales sur « la catastrophe épouvantable » qui ébranlera le monde, Pablo, en quelques petites pages, utilisant la méthode marxiste, apporte plus de clarté sur les problèmes infiniment compliqués de notre époque que les écrits les plus volumineux des professeurs capitalistes ou des journalistes sociaux-démocrates et staliniens.

L'intelligence dans les problèmes sociaux est l'aboutissant de la position de classe du penseur politique. Cela permet de comprendre le confusionnisme de pensée qui règne de nos jours et cela explique également, comme le dit Pablo, pour quelle raison cette conception de la révolution socialiste mondiale montante est accessible aux seuls marxistes révolutionnaires; car ils sont les représentants idéologiques de la classe sociale qui portera la révolution sur ses épaules: le prolétariat. Seule une petite minorité traverse l'histoire de son temps en y participant consciemment, se libérant de toutes conceptions de « forces occultes » de « catastrophes » qui jettent une ombre sur une grande partie de l'humanité. C'est ce sentiment d'une prise de conscience de l'histoire de son temps qui ressort pleinement de la brochure de Pablo.

Il fait en quelques pages une peinture exacte des forces aux prises dans le monde et des modifications internes, issues de la deuxième guerre mondiale. Il analyse le déclin de l'impérialisme, la domination économique des U.S.A. et son effet sur la structure des autres

états capitalistes. Il souligne la signification des révolutions coloniales, de l'élimination du capitalisme de Chine et d'Europe Orientale, il montre que l'encerclement de l'U.R.S.S. a définitivement cessé pour commencer à se transformer en son contraire: l'encerclement du capitalisme par les pays non capitalistes.

Décrivant la bureaucratie du Kremlin, il montre le rôle dirigeant mais transitoire, de cette caste parasitaire.

Il montre la marche inéluctable de l'impérialisme vers la guerre et répondant par avance aux arguments de l'article de Staline en démontrant l'impossibilité d'une guerre entre capitalistes alors que leurs querelles internes sont secondaires par rapport à la nécessité de préserver leur système économique et social.

Pablo éclaire la nature sociale de la guerre qui vient. Ce sera la guerre contre la révolution dans laquelle la victoire de l'impérialisme est du domaine des spéculations théoriques et non des possibilités pratiques. Sa conclusion combat le scepticisme des intellectuels « éclairés » qui doutent que le socialisme puisse naître du « démon de la machine moderne », qui pensent que la crise de l'art est une crise de la culture humaine et qui craignent que le stalinisme ne domine le monde.

Lire la brochure de Pablo « La Guerre qui vient » c'est trouver la réponse aux problèmes souvent angoissants de notre époque bouleversée, c'est se préparer à être capable de la traverser victorieusement.

Michel PABLO

La guerre qui vient

(Capitalisme ou Socialisme)

Une brochure : 200 fr.

Avant la conférence

Un an d'activité sans

serait vu dénoncer comme un agent de l'ennemi ou quelque chose d'approchant.

Ces variations sont l'expression d'une profonde crise politique: ce parti pour qui vote la majorité de la classe ouvrière est actuellement incapable de mobiliser cette classe dans de vastes actions même pour des revendications partagées par de très larges masses. Depuis des mois et des mois, c'est un problème qui préoccupe les militants du P.C.F. Ces problèmes sont discutés au B.P. et ils frappent si fortement sur cette direction qui depuis 20 ans environ paraissait unanime, que celle-ci a subi une crise aboutissant sur le plan organisationnel à l'exclusion de son sein de Marty et Tillon.

Les deux derniers C.C. ont consacré à cette « affaire Marty-Tillon » une partie de leurs travaux. Mais, elle sera escamotée, la conférence nationale ne fera qu'approuver le C.C. sur la base de l'accusation; et les problèmes politiques qui sont à la base de cette affaire seront ignorés.

Quels sont les problèmes que la ligne du P.C.F. ne parvient pas à résoudre?

La mobilisation des masses exige de la part du parti qui se prétend révolutionnaire une politique qui à la fois assure l'unité d'action de la classe ouvrière sur les questions immédiates et offre une perspective correcte pour l'avenir.

Le front unique

Nous avons traité, dans notre numéro précédent (1), de façon très ample de la question du front unique, montrant qu'en ignorant le P.S. en tant qu'organisation, la direction du P.C.F. témoignait d'un sectarisme outrancier. Nous n'ajouterons ici que quelques mots à ce sujet. Au C.C. de décembre, Jacques Duclos faisait une longue remontrance à Calas qui, dans un article des *Cahiers du Communisme* indiquait qu'il fallait essayer de réaliser l'unité d'action sur les revendications, sans devoir y ajouter des points que les ouvriers socialistes n'accepteraient pas. Jacques Duclos dénonçait ce point de vue. Tout récemment, la Fédération communiste de la Seine a donné comme directive à ses sections de proposer aux sections correspondantes de la Fédération socialiste le front unique pour le 8 février sur la lutte pour la défense des libertés démocratiques. Il n'était nulle-

Le "Conseil Mondial pour la Paix" a refusé d'admettre la IV^e Internationale au Congrès de Vienne

Le 3 novembre dernier, le Comité Exécutif de la IV^e Internationale envoya à Pietro Nenni, membre de la Présidence du Conseil Mondial pour la Paix, une demande de participation au Congrès des Peuples pour la Paix à Vienne. Cette demande était basée sur la volonté de la IV^e Internationale de combattre le danger d'une troisième guerre mondiale; et sur l'affirmation des organisateurs de ce Congrès qu'aucune divergence de nature idéologique ne pouvait être un obstacle pour la participation au Congrès de Vienne.

La demande de participation émanant du Comité Exécutif fut signée par notre camarade Livio Maitan, membre du CEI, secrétaire de notre section italienne et bien connu de Pietro Nenni, aux côtés duquel il siégea en 1948 à l'Exécutif National du Front Démocratique Populaire.

Après une semaine de silence de la part de Nenni, des lettres similaires furent envoyées à Fr. Joliot-Curie, président du Conseil Mondial pour la Paix, et à M. Nitti, une des principales personnalités italiennes engagées dans la campagne pour le Congrès de Vienne.

L'affaire eut un épilogue tragi-comique. Après la fin du Congrès, le camarade Maitan reçut une réponse de Nenni ainsi libellée:

« Je n'ai aucune compétence pour donner une réponse à votre demande. » Signé: Nenni.

Le contenu de la lettre est mensonger. Nenni, en tant que membre du Presidium du Conseil Mondial pour la Paix avait toute la compétence nécessaire pour transmettre la demande aux instances compétentes et pour influencer leur réponse dans un sens ou dans un autre. Mais que dire de la forme de la lettre. A-t-il cru nécessaire de l'épurer jusque des formules habituelles de politesse, disons « commerciale », par peur d'être épuré lui-même comme « agent trotskyste »? Triste manifestation de la lâcheté des hommes à notre époque devant les pouvoirs établis...

ment question de pacte Atlantique, du programme du Congrès de Vienne, etc. Mais si Guyot, (qui est membre du B.P.) a pu donner une telle directive aux sections de la Seine, la question se pose: pourquoi seulement de section à section, et pas de Fédération à Fédération et pas à l'échelle nationale d'un parti à l'autre? Tant que la politique du P.C.F. reposera sur l'idée qu'il suffit de répéter aux quelques trois millions d'électeurs socialistes que les chefs socialistes sont des agents de la bourgeoisie, que leurs phrases de gauche ne sont que de la démagogie, et omettra de les mettre au pied du mur à chaque occasion favorable par des propositions d'action commune, les dirigeants socialistes garderont leur emprise sur la très grande majorité de leur clientèle.

Outre une politique correcte de front unique, il n'est pas possible à un parti qui se réclame du prolétariat et de la révolution de guider les masses vers la victoire sans donner à toutes les masses laborieuses une perspective claire du développement de leurs luttes. Cela est d'autant plus nécessaire dans une époque qui est dominée par les préparatifs d'une troisième guerre mondiale.

Les perspectives

Les militants communistes voient les préparatifs d'une guerre de l'impérialisme coalisé sous la direction de Washington contre l'U.R.S.S., la Chine, les démocraties populaires. Le Mouvement de la Paix n'est-il pas soutenu, animé par eux précisément pour s'opposer à cette guerre et à ses préludes en Corée, au Viet-Nam, en Malaisie? Mais par ailleurs, ne leur rappelle-t-on pas le dernier article de Staline selon lequel la guerre la plus probable est celle qui aurait lieu de la part de puissances capitalistes européennes cherchant à se débarrasser de l'emprise américaine?

Ce n'est pas tout. Sur le plan national, depuis plusieurs mois ils ont reçu pour objectif un renversement de la politique en France. Mais pour aboutir à quoi?

Dans son article du mois de mai, Billoux disait: « Notre lutte pour la paix n'est pas un moyen détourné pour atteindre le socialisme, mais le plus direct » et Fajon (*Cahiers du Communisme*, mai 1952) précisait: « Une telle situation signifie que la victoire du socialisme

Les travailleurs américains et l'administration Eisenhower

(De notre correspondant)

La promesse d'aller en Corée et d'y chercher les moyens de terminer le sanglant conflit que fit le général Eisenhower avant les élections, lui gagna sans doute de nombreux suffrages. Après son retour de Corée il a cependant déclaré qu'il ne possédait pas de formule magique pour mettre fin à cette guerre. Naturellement, il n'a jamais eu l'intention de faire évacuer la Corée par l'Armée américaine ou d'accepter les conditions d'armistice des Communistes nord-coréens et chinois. Mais des millions d'Américains sont déçus de voir continuer le massacre. En octobre 1952, une enquête de l'Institut Gallup aboutit à la conclusion que 54 % des électeurs croyaient que les U.S.A. commirent une erreur en intervenant en Corée.

Ce sentiment anti-guerre des masses américaines n'est pas exactement le même genre de phénomène que le sentiment anti-impérialiste des travailleurs français s'opposant à la guerre d'Indochine. L'ouvrier américain ne veut pas la guerre ; mais jusqu'à présent il est anti-guerre et anti-communiste à la fois. Il pense, en général, qu'il existe dans le monde un danger d'agression « rouge » ; et il entend garder les privilèges que l'impérialisme américain a pu lui procurer, tout en étant peu disposé à mener une guerre pour lui.

Quant à la politique intérieure du pays, la défaite électorale du Parti Démocrate n'a pas encore détruit son prestige — bien à tort — auprès des travailleurs syndiqués.

N'empêche que cette alliance entre les syndicats et le Parti Démocrate ne sera pas éternelle. Parmi les ouvriers les plus avancés la tendance en faveur d'un Parti indépendant des travailleurs est moins insignifiante qu'on ne pourrait le croire. Des milliers de prolétaires américains commencent à tirer une leçon de la défaite démocrate. Le syndicat des ouvriers de chez Ford — la plus grande section syndicale du monde — après avoir sou-

tenu Stevenson dans les élections, a tiré de celles-ci des conclusions justes, se déclarant en faveur d'un Parti des travailleurs et des paysans et d'une politique nouvelle. Carl Stellato, président du syndicat Ford, et les autres dirigeants de la section (élus par les ouvriers contre Reuther, président de la CIO), ont consacré à leur appel une page entière de leur journal « Ford Facts » et poursuivent leur campagne pour une meilleure orientation du mouvement ouvrier américain. Même si Stellato garde encore quelques illusions au sujet des Démocrates, sa position représente déjà un progrès indéniable. Les 1200 ouvriers de la section syndicale 1031 de chez Chevrolet (Syndicat de l'Automobile CIO) ont également voté, à l'unanimité, une résolution rejetant la collaboration avec les partis démocrate et républicain et exigeant la création d'un parti des travailleurs basé sur le mouvement syndical.

Et n'oublions pas de mentionner la naissance du premier quotidien ouvrier américain de notre époque : le Syndicat des Typographes a lancé en septembre dernier le journal « Labor's Daily », imprimé en West Virginia. « Labor's Daily » a soutenu Stevenson aux élections ; mais sa rédaction combat la « chasse aux sorcières », publie des informations nationales et internationales assez intéressantes et des séries d'articles sur l'histoire du mouvement syndical américain, ainsi que des lettres des lecteurs. Il a été approuvé par l'AFL, le Syndicat des Mineurs, de nombreux syndicats CIO et des syndicats indépendants de cheminots.

Alors que la grande majorité des syndiqués identifie encore le Parti Démocrate avec ses propres espoirs de progrès social, tandis que les bureaucrates font des courbettes devant Eisenhower, l'avant-garde du prolétariat américain s'efforce de préparer ce regroupement qui devra transformer la classe ouvrière en facteur décisif de la vie politique.

Charles HANLEY.

Pourquoi de nouvelles épurations en U. R. S. S. ?

Dans son rapport au 19^e Congrès de l'U.R.S.S., Malenkov mettait un accent particulier sur la nécessité de la « discipline », de la « loyauté » envers l'Etat et le Parti, ainsi que de la « vigilance révolutionnaire accrue ». Il dénonçait la corruption qui sévissait dans les milieux de la bureaucratie, le relâchement dans les mœurs et le domaine idéologique.

Comme pour démontrer la réalité des vices et des dangers dénoncés dans le rapport de Malenkov, une série d'affaires sensationnelles ont éclaté ou sont rendues publiques seulement maintenant en U.R.S.S., peu après le congrès : le « complot » des médecins « assassins en blouse blanche » ; l'épuration parmi les ministres et hauts fonctionnaires en Ukraine et en Lithuanie, la dénonciation dans des articles de la Pravda ainsi que dans un article dans le Communiste (ancien Bolchevik) d'autres actes de négligence et d'espionnage. Et la série continue, ainsi que les appels de plus en plus pressants pour accroître partout la « vigilance révolutionnaire ».

Il faut tout d'abord distinguer entre les affaires qui ont pour but de faire régner effectivement au sein même de la bureaucratie la discipline et la loyauté envers son sommet bonapartiste qui dirige l'Etat et le parti, et celles qui ont pour but de frapper les tendances qui critiquent la bureaucratie dans son ensemble.

L'épuration dans les milieux de fonctionnaires « voleurs et pilliers de la propriété collective » appartient à la première catégorie, ainsi que les mesures frappant des éléments qui ont « trahi » par négligence ou par intérêt « des secrets d'Etat ».

Mais l'amalgame fait toujours partie de toute opération du sommet bonapartiste de la bureaucratie soviétique. Celui-ci frappe le plus souvent à la fois à droite et à gauche. Ce qui explique pourquoi dans le lot des « voleurs et pilliers de la propriété collective », des agents vo-

lontaires ou involontaires de l'impérialisme, figure l'élément du « nationalisme bourgeois » ukrainien ou lithuanien, du « sionisme », du « cosmopolitisme », du « trotskysme ».

Cet élément correspond objectivement à des tendances critiques, oppositionnelles au régime de la bureaucratie, qui existent dans les milieux les plus avancés de la société soviétique et des nationalités qui composent l'U.R.S.S.

Ce sont ces milieux, savants, artistes, étudiants, particulièrement ceux de nationalités aussi fortes et avancées que celles de l'Ukraine ou des pays baltes, qui expriment le plus vivement, quoique d'une manière déformée, la résistance, le mécontentement, les critiques des masses plus larges au régime de la bureaucratie.

« L'affaire des médecins » qui jeta une ombre menaçante sur d'autres milieux scientifiques et intellectuels, à cette occasion mis en cause eux aussi pour manque de « vigilance » et relâchement « idéologique », peut avoir en partie une telle explication.

Elle pourrait servir d'autre part, en tant que camouflage pour un développement ultérieur plus important qui révélerait une lutte inter-bureaucratique entre deux clans de la direction.

Mais indépendamment de ces causes permanentes, inhérentes à la nature et à la position sociales de la bureaucratie soviétique, aggravées au fur et à mesure que les progrès économiques et culturels s'accumulent, des causes plus particulières se rapportant à l'évolution de la situation internationale jouent certainement actuellement dans cette vague de « complots » et d'épurations qui déferle aussi bien dans les « Démocraties populaires » qu'en U.R.S.S. même.

Devant une évolution de la situation internationale tendue vers la guerre, le sommet bonapartiste de la bureaucratie procède, comme entre 1936-1938, à l'élimination de tous les éléments de droite et de gauche qui lui apparaissent suspects ou susceptibles de lui opposer une résistance quelconque, de profiter de ses difficultés futures. Il appelle à la vigilance accrue afin de justifier avec ces mesures, la présence et le renforcement de son appareil d'Etat et sa police.

Il procède ainsi, à sa manière, en face d'une pression accrue de l'impérialisme préparant la guerre, à une plus ferme prise en main de l'Etat et du Parti. Tel était déjà le but principal du 19^e Congrès. Nous assistons actuellement à la réalisation de ses directives dans ce domaine.

Jean-Paul MARTIN.

nationale du P.C.F.

ligne politique définie

dans le monde entier est à l'ordre du jour pour un proche avenir ». Bien qu'il revienne à son article de mai, Billoux au C.C. de décembre en condamne un point comme faux, précisément cette liaison de la lutte contre la guerre à la lutte contre le socialisme. C'est que l'article de Staline avait été publié entre temps, contraignant la direction du P.C.F. à une gymnastique sur des guerres « données » qui peuvent être conjurées par un mouvement pour la paix et les « guerres inévitables » qui posent au mouvement communiste comme objectif le renversement du capitalisme).

Concrètement, nous arrivons à la question des perspectives gouvernementales définies par la direction du P.C.F. Il y a eu plusieurs formules, celle du « gouvernement d'union démocratique », d'un « gouvernement français d'indépendance nationale ». Mais passons sur les formules et aussi sur les variations de programme depuis 1948. Partons aujourd'hui, d'un gouvernement ayant un programme de défense des conditions des masses laborieuses, l'arrêt de la guerre au Vietnam, des préparatifs de guerre, etc... Mais qui composera un tel gouvernement ? Avec quelques autres formations politiques un gouvernement au service des masses est-il possible ? A présent que la bourgeoisie est dénoncée comme ayant trahi « en tant que classe », on ne peut supposer qu'il soit question d'une alliance avec des formations bourgeoises comme en 1944-45. Reste l'autre parti ouvrier, le Parti Socialiste ; mais malheur à qui poserait ainsi la question dans le P.C.F. !

« Des victoires passagères... »

Prenons la question sous un autre angle. Récemment Frachon s'exprimant devant le Conseil national de la Fédération des Travailleurs de l'Etat, déclarait : « Chez vous comme chez tous les travailleurs grandit l'idée qu'il faudra obtenir plus que des victoires passagères que la bourgeoisie remet en cause à chaque instant ». (Humanité, 20 janvier 1953). Dans ces mots, il y a non seulement l'idée d'une lutte aboutissant à un changement de politique en France, mais à un changement irréversible qui ne permette plus à la bourgeoisie de reprendre ce qu'elle a dû lâcher à un moment donné sous la pression des masses. Cela nous

ramène à deux exemples historiques, celui de juin 1936 et celui de 1944-45. Par deux fois, les masses ont en France emporté de sérieuses concessions de la part de la bourgeoisie, et chaque fois elle a relevé la tête, plus rapidement après 1936, plus lentement après 1945, et repris une grande partie du terrain perdu. Pourquoi cela a-t-il pu se passer ? Comment empêcher que cela se renouvelle ?

La politique suivie en 1945 a été mise en cause, indiscutablement dans « l'affaire Marty-Tillon ». Une discussion sérieuse de ce passé eut considérablement servi pour la politique présente. Elle n'aura pas lieu parce qu'elle aurait montré que la politique suivie en 1944-45 pour se conformer aux besoins de la diplomatie soviétique est allée à l'encontre de la poussée révolutionnaire des masses. Cette politique a permis le relèvement de l'Etat et de l'économie capitaliste ; mais les masses n'obtenaient que des « victoires passagères ».

Aujourd'hui, il existe certainement une différence importante avec 1945 en ce sens que la diplomatie du Kremlin ne peut pas trouver de fraction bourgeoise dans le monde avec laquelle elle peut collaborer comme elle le fit en 1936 ou de 1941 à 1947, et de ce fait il n'existe pas pour le P.C.F. de parti bourgeois avec lequel il puisse envisager une collaboration effective. Mais cela ne règle pas encore la question. La diplomatie du Kremlin n'est pas guidée par les intérêts des masses soviétiques, mais par les intérêts de la bureaucratie dominante en U.R.S.S. Cette couche sociale qui identifie ses intérêts à ceux de l'Etat soviétique, craint une victoire révolutionnaire des masses et ne considère leurs luttes que comme des moyens de faire pression sur la bourgeoisie pour aboutir à un compromis. Même quand un de ses porte-parole comme Mikhaïlov pour l'anniversaire de la mort de Lénine déclare que si la bourgeoisie se lance dans une guerre contre l'U.R.S.S. cela se terminera par la fin de son régime, il n'emploie pas ces mots pour mobiliser les masses pour parvenir à cette fin, mais pour effrayer la bourgeoisie et l'inciter à chercher un compromis.

Que ceux qui ont à présent la charge de diriger l'Etat soviétique manœuvrent diplomatiquement pour gagner du temps,

déjouer les provocations impérialistes, les dénoncer auprès des masses, c'est tout à fait légitime. Mais l'Etat ouvrier ne doit pas s'identifier au parti ouvrier, ou plus exactement celui-ci ne doit pas transformer les compromis souvent inévitables de l'Etat ouvrier en propres compromissions politiques.

La politique du P.C.F. est prise entre les objectifs diplomatiques du Kremlin et les exigences d'une véritable mobilisation des masses. La direction du P.C.F. cherche à concilier ce qui ne peut pas l'être. D'où ses incohérences successives. Au lieu d'une politique de front unique de parti à parti et au lieu de fixer comme objectif général l'établissement d'un gouvernement des parties ouvrières défendant les intérêts des masses, ce qui irait inévitablement à l'encontre de la préparation de la guerre impérialiste, la direction du P.C.F. prétend réaliser le front unique en partant de la dénonciation du parti socialiste ; elle embrouille ses militants avec des notions de guerres inévitables avec l'idée d'un mouvement de la paix qui peut aboutir à ses objectifs sans lutter pour le socialisme ; elle les embrouille en pronant une mobilisation des masses qui doit renverser l'orientation politique de la France sans dire qu'il faut pour cela abattre le régime capitaliste, en préconisant un gouvernement français d'indépendance nationale sans que personne ne sache comment il sera composé et sur quelles bases il reposera.

La Conférence nationale du P.C.F. ayant surtout pour objet de permettre à la direction de resserrer les pièces qui se sont disjointes sérieusement depuis bientôt deux ans, il ne peut y avoir de doute quant aux résultats de cette conférence. Des mesures purement organisationnelles n'auront qu'un effet passager, superficiel. Les problèmes politiques soulevés par la situation continueront à se poser avec une acuité grandissante, sans trouver de réponse adéquate. Et les sessions du Comité Central continueront à connaître la sarabande des autocritiques successives, et de nouvelles crises se produiront sous une forme ou une autre, jusqu'au jour où les militants communistes cesseront d'approuver unanimement chacun des virages, grand ou petit, issu du Bureau Politique, et commenceront une véritable discussion politique dans laquelle le passé sera franchement critiqué et la ligne politique à suivre élaborée par tout le parti, par la confrontation de courants opposés s'exprimant clairement, chacun avec ses propres termes, devant un parti et une classe ouvrière qui sont majeurs.

Pierre FRANK.

(1) Voir l'article de E. Germain « Comment réaliser l'unité d'action... ».

Dans le prochain numéro : Les nouvelles attaques de l'appareil du P.C.F. contre Marty-Tillon et leur signification.

CHILI

La COB (Centrale Ouvrière Bolivienne), à la fin du mois de novembre, a envoyé une délégation ouvrière au Chili.

Les représentants de la Centrale bolivienne ont accompli aux congrès des mineurs, des métallos et de la CTCH tenus au Chili la mission fraternelle qui leur avait été confiée. Ils ont profité en outre de leur séjour au Chili pour y faire connaître par de brillants discours et conférences la réelle importance de la COB et du prolétariat bolivien lors de l'insurrection d'avril et dans le processus même de la Révolution nationale.

Notre camarade dirigeant Edwin A. Moller s'est livré à une intense activité durant son séjour au Chili. Ses nombreuses interventions dans des réunions organisées par les syndicats les plus importants de Santiago, de Vina del Mar et de Valparaiso ont été chaleureusement commentées par la presse chilienne.

RANGOON

Des partis socialistes d'Asie ont tenu une conférence à Rangoon, rassemblant des organisations indépendantes du Kremlin et également du P.C. Chinois. Cette conférence ne fut pas sans confusion sur un certain nombre de questions internationales importantes ayant un penchant vers une conception de « 3^e force ». Mais elle ne manqua pas de condamner sans équivoque le colonialisme, et refusa aussi de rejoindre l'Internationale socialiste dans laquelle trônent des partis socialistes européens soutenant la politique colonialiste de leur bourgeoisie.

Atlee qui était venu prôner cette adhésion et faire la leçon fut écouté dans un silence glacial. L'appui des Yougoslaves Djilas et Bebler vient s'ajouter à la lamentable capitulation de la direction du P.C.Y. depuis la guerre de Corée.

Perspectives capitalistes de "relance"

Perspectives ouvrières de lutt

Au Conseil National du Patronat Français, le président Georges Villiers a déclaré : les craintes d'un chômage généralisé ne sont pas justifiées actuellement. Pourquoi cette déclaration d'un des hommes les plus représentatifs de la grande bourgeoisie française au moment où la crise touche tous les secteurs de l'économie et où les chômeurs se comptent par milliers ? Parce que le capitalisme français asphyxié par le manque de débouchés a maintenant une perspective : LA PRODUCTION DES ARMEMENTS.

Au moment du vote sur le budget militaire Pleven et les divers rapporteurs des commissions militaires ont parlé clair :

— Le chiffre global des fabrications militaires financées soit par les ressources françaises, soit par les ressources américaines s'élèvera pour 1953 à 331 milliards de francs.

— Les avions Mystère-II sortiront à la chaîne dès 1953. Les Mystère-IV vers le milieu 1954.

— Les chaînes de chars de 13 tonnes commencent à livrer.

— Deux types de véhicules à chenilles destinés aux transports de matériel et de personnel sont à l'étude.

Tous les secteurs de l'économie ne bénéficieront évidemment pas des commandes militaires et le chômage en conséquence ne disparaîtra pas totalement.

Mais la grosse industrie qui hier travaillait essentiellement pour la production civile et qui subissait un chômage grandissant va connaître un certain redémarrage grâce à la production d'armement.

Pour de nombreux chômeurs c'est donc la perspective de retrouver du travail d'ici quelques mois ; mais cela ne les nourrit pas aujourd'hui. De plus, il ne faut pas être bien malin pour comprendre qu'au bout il y a la guerre. Dans le régime capitaliste produire pour la guerre, c'est travailler inéluctablement à préparer son déclenchement.

Travailler pour la guerre, ne signifie pourtant pas qu'on est prêt à accepter la guerre ; pas plus que recevoir de bas salaires signifie qu'on se résigne aux salaires de famine.

Les ouvriers seraient prêts à lutter pour leurs revendications et contre les préparatifs de guerre. Mais sur eux pèsent actuellement deux difficultés : la menace de chômage ou le chômage d'une part, et la désunion qui règne dans le mouvement ouvrier, d'autre part.

Le mécontentement et la volonté se sont manifestés à présent par des mouvements partiels dans les catégories non menacées directement par le chômage (postiers, tabacs de Lille, arsenaux). Avec le développement de la production d'armement le poids du chômage va diminuer et les possibilités d'action s'accroître. La responsabilité des directions ouvrières n'en sera que plus grande. Elles vont bientôt se retrouver dans des conditions économiques assez favorables pour mener une véritable campagne pour la défense des revendications immédiates, qui pourra ouvrir la voie à la lutte contre les préparatifs de guerre.

Mais pour profiter de cette nouvelle situation, une condition s'impose : AVOIR UNE POLITIQUE UNITAIRE DE LA BASE AU SOMMET, car c'est là l'aspiration profonde des travailleurs de toutes tendances.

Les députés socialistes ont voté le budget militaire ; ils sont donc les moins aptes à propager une telle politique qui pourrait retourner du tout au tout la situation en France.

Mais les députés du Parti Communiste Français, ainsi que les dirigeants de la C.G.T. se sont prononcés maintes fois contre les préparatifs de la guerre, de même ils ne cessent de dénoncer le système capitaliste lui-même.

S'ils défendaient aujourd'hui dans la classe ouvrière une politique de Front unique entre le Parti Communiste et le Parti Socialiste, entre la C.G.T. et la C.F.T.C. pour la défense des revendications, ils ne tarderaient pas à mettre la bourgeoisie devant des difficultés si insurmontables que l'avènement d'un gouvernement de la classe ouvrière, d'un gouvernement communiste-socialiste, deviendrait possible.

M. MESTRE.

Un lecteur nous écrit :

Il faut renforcer la C.G.T.

Plus le syndicat est fort plus la lutte contre les patrons est possible. Par contre, si peu d'ouvriers sont syndiqués, celui-ci met facilement barrage aux revendications des travailleurs.

Bien sûr, pour faire céder le patron chacun suit qu'il faut avant toute chose réaliser l'unité d'action entre les différents syn-

dicats de l'entreprise. Mais cela n'empêche pas de lutter pour renforcer son propre syndicat. Au contraire, le renforcement du syndicat auquel on appartient permettra de mieux réaliser l'unité d'action avec les autres.

La C. G. T. est la confédération qui a le plus d'influence, nationalement, sur le mouvement ouvrier français et particulièrement sur ses couches les plus décisives : les métallurgistes, les mineurs, les ouvriers du bâtiment, etc... C'est pourquoi c'est à elles qu'il faut adhérer de préférence.

Mais beaucoup de travailleurs ne sont plus syndiqués et hésitent à reprendre leurs cartes, cela tient à différentes raisons, particulièrement à l'attitude erronée que les syndicats ont eu face à l'unité d'action.

Si les centrales syndicales F.O. et C.F.T.C. ont conservé leur position anti-unitaire face à la C.G.T. et continuent de ce fait à faire le jeu de la bourgeoisie, il faut reconnaître que la C.G.T. a évolué.

Pendant toute une période la C.G.T. a mis en avant des mots d'ordre unitaire.

Si cette politique qui n'a pas été menée d'une façon conséquente et continue n'a pas donné de résultats immédiats il ne faut pourtant pas enregistrer un échec et retomber dans une attitude sectaire qui montre le bout de son nez dans les derniers articles de Frachon et ceux plus virulents d'A. Lecœur.

Pour renforcer la C.G.T. il nous faut continuer à répandre une politique unitaire et se rappeler que le syndicat s'il doit prendre une position politique sur des mots d'ordre d'intérêt général tels que la libération immédiate de tous les emprisonnés, reste l'organisation de masse où se rassemblent tous les travailleurs de leurs revendications immédiates. Or, il n'y a pas trente-six manières de bien défendre les revendications de la classe ouvrière. Si la politique revendicative correspond aux intérêts de celle-ci et si on se limite à cela, tous les adhérents peuvent la défendre et contribuer ainsi par leur activité individuelle à renforcer le syndicat.

A. MARTEL à G...

Pour réaliser l'unité d'action chez Renault :

Front unique entre les syndicats ouvriers

Avant le dernier congrès du syndicat C.G.T. tenu en septembre 52, B. Frachon ouvrit le feu sur les responsables du syndicat, les accusant de sectarisme, et d'agir par dessus la tête des ouvriers et syndiqués de l'usine. (Il omettait ses propres responsabilités dans cette affaire).

La perte croissante de l'influence du syndicat, la diminution des voix aux élections de délégués, les licenciements massifs de militants C.G.T. contribuèrent à amener les délégués au congrès même à adresser de violentes critiques à leurs dirigeants. Des résolutions issues du congrès il se dégageait une ferme intention de ne plus agir sans tenir compte de l'avis des syndiqués et de pratiquer une politique d'unité d'action clairvoyante et constante.

Faisant suite aux décisions prises par le congrès, fut constitué un cartel d'unité d'action pour les 40 heures, payées 48, auquel participaient C.G.T. et C.F.T.C. L'action de ce cartel, appuyée par des initiatives prises par les ouvriers dans les ateliers, pour créer des comités d'unité d'action locaux,

pendant toute cette période anima un courant d'unité chez Renault et fit naître un regain de confiance chez les travailleurs.

Nous sommes loin aujourd'hui des travaux du congrès et de l'action unitaire qui lui succéda. La C.G.T. renouvelle actuellement point par point toute sa politique précédente qui fut combattue au congrès. Dernièrement, alors que Leflauchaux convoquait une réunion extraordinaire pour informer les syndicats des licenciements, la C.G.T. ne jugea même pas nécessaire de proposer une réunion préliminaire des sections syndicales de l'usine, pour opposer à la Direction le front uni des ouvriers.

Mais par contre, devant Leflauchaux la C.G.T. se querelle vivement avec F.O. En liaison avec cette politique vis-à-vis des autres syndicats, la C.G.T. a cessé de préconiser la politique d'union à la base, pour inviter tout le monde à se rassembler derrière la « grande C.G.T. ».

Nulle part le syndicat C.G.T. n'explique pourquoi depuis le congrès sa politique a si rapidement changé. (aucune réunion chargée de modifier les conclusions du congrès ne s'est tenue).

Que la direction du syndicat C.G.T. ne vienne pas prétendre que l'attitude des autres sections syndicales ne permet pas l'unité d'action, puisque ce sont précisément ces mêmes raisons qui amenèrent le congrès à une nouvelle orientation (1). Sinon quel sens donnerions-nous à ces paroles de B. Frachon : « convaincre ou submerger » les sections syndicales.

Les ouvriers de l'usine commencent à s'interroger et l'un d'eux me posait la question : « Est-ce qu'au prochain congrès nous reverrons le même B. Frachon et les mêmes militants faire les mêmes critiques aux mêmes responsables syndicaux ? »

Malgré cela, les ouvriers les plus conscients de l'usine doivent œuvrer à créer dans les départements, les ateliers, les chaînes, le courant d'unité de la base, qui seul en fin de compte saura balayer les hésitations perpétuelles des directions.

(1) Après le congrès, une lettre à chaque section syndicale fut envoyée, les invitant à réaliser l'unité.

LUTTE des POSTIERS

pour la PRIME

La grève des postiers pour la prime de fin d'année n'a pas eu lieu mais ceux-ci n'ont pas renoncé à arracher une telle prime. Un grand meeting s'est tenu dans l'enthousiasme à la Mutualité. Il fut décidé d'envoyer une lettre au ministre des P.T.T. Cette lettre diffusée dans les bureaux rencontre une popularité toujours croissante ; même les inspecteurs et les contrôleurs prennent souvent la tête pour les signataires.

Au meeting de la Mutualité la discussion fut très bonne. Le secrétaire F.O. de St-Lazare vint déclarer que tous les membres F.O. de St-Lazare sont aux côtés de leurs camarades C.G.T. et soutiennent totalement le Comité pour la prime. Un inorganisé de la gare du Nord affirma que l'unité règne chez les postiers de son secteur. Un militant C.F.T.C. du P.L.M. indique que des Comités de base comprenant tous les syndicats sont en voie de constitution. Des débrayages d'une demi-heure ont eu lieu au P.L.M., l'unité a été telle qu'aucune sanction n'a pu être prise. Des postiers d'Austerlitz suspendus à la suite de débrayages, ont été réintégrés grâce à l'action unie des postiers de cette gare.

Depuis ce meeting la C.F.T.C. s'est déclarée pour la prime.

Une grande crise a éclaté dans la Fédération postale F.O., qui était assez forte relativement aux autres syndicats F.O. Les démissions s'accumulent ; celle de 10 militants responsables à propos de l'affaire du Bedes montre toute l'ampleur de la crise. Cette situation peut réduire F.O. d'ici quelques temps dans les P.T.T. à une organisation complètement entre les mains de hauts cadres administratifs.

Pour la défense des postiers il faut absolument que les syndicats les plus représentatifs continuent à mener une véritable politique de front unique. L'attitude actuelle de la Fédération C.G.T. est bien meilleure que celle du Bureau Confédéral de la C.G.T. Le front unique de la base au sommet c'est le seul moyen de réaliser l'unité d'action de tous les travailleurs.

Un Postier.

SERVICE D'EDITION ET DE LIBRAIRIE

C.C.P. Corvin N° 6964-96 Paris
C/o P. Frank, 10, rue de Lancry

La Révolution trahie, L. Trotsky (320 fr.).

L'Etat et la Révolution, Lénine (90 francs).

La Maladie Infantile du Communisme, Lénine (40 fr.).

Anti-Dühring, F. Engels (750 fr.).

Correspondance avec Sorge, Marx-Engels (2 vol. 660 fr.).

La Chine Ebranle le Monde, J. Belden. (690 fr.).

Où va le peuple américain, D. Guérin. (2 vol. 1.300 fr.).

N'oubliez pas que le S. E. L. TE FOURNIT :

TOUS LES LIVRES,

ET TU AIDERAS LA VERITE DES TRAVAILLEURS

Viet-nam

(Suite de la première page)

La presse française en affirmant que les 80 % de votants (donc 8 % de la population) constituait un succès pour Bao-Daï, se rendaient aussi ridicule qu'en glorifiant comme une victoire l'opération de Qui-Nhon. Et cela d'autant plus que les candidats qui avaient pris démocratiquement et avec la bénédiction de l'administration un visage anti-impérialiste remportèrent un grand succès.

A Hanoi notamment la liste emmenée par Nguyen-The Truyen, ancien compagnon de Ho-Chi-Minh, devenu agent de l'impérialisme américain et connu comme opposant à Bao-Daï a remporté 8 sièges sur 9. Le dernier revenant d'ailleurs autres membres de sa famille vivant de « nationaliste de gauche ». Si le succès de ces démagogues ne peut rien apporter à la cause de l'indépendance vietnamienne, il a en tout cas prouvé la volonté de la population de marquer son hostilité à l'impérialisme et à ses valets même dans les régions encore contrôlées par ceux-ci.

Par ces élections le gouvernement Bao-Daï espérait faire la preuve de son caractère « démocratique » et démontrer que l'impérialisme n'était pas ennemi de la liberté d'opinions. Mais en même temps en France les représentants du même Bao-Daï avec l'aide de la police de ce pays se font livrer les viet-namiens anti-impérialistes. De plus les Viet-Namiens résidant en France qui dépendaient jusqu'ici du ministère des colonies vont passer sous le contrôle des services diplomatiques du gouvernement Bao-Daï. Un renouvellement des papiers d'identité est entrepris à cette fin. Le résultat en sera de livrer aux geôles du fantôme tous ceux qui lui sont suspects et permettra d'enrôler les autres dans son armée de trahison à la cause du peuple Viet-Namien.

La lutte contre cette répression impérialiste exercée sur le territoire français doit se heurter à l'hostilité résolue et active de la classe ouvrière de ce pays. Toutes les organisations ouvrières, toutes les personnalités et les groupements anti-colonialistes doivent se dresser unies contre ces mesures. C'est par là que doit passer aujourd'hui l'aide que nous devons sans cesse apporter à la lutte du peuple viet-namien pour son indépendance.

LA VÉRITÉ DES TRAVAILLEURS

Abonnement pour la France, de un an : 200 francs.

Envoi sous pli fermé : 400 francs.

C. C. P. CORVIN, 6964-96 Paris.